

## Présentation : Pourquoi un dossier sur ce sujet?

Chocs économiques à répétition, tensions sociales croissantes, urgences environnementales alarmantes, notre monde ne tourne pas toujours très rond... Difficile aujourd'hui, pour les jeunes (et les moins jeunes), de se projeter dans un futur à construire alors que les logiques qui guident nos sociétés paraissent de plus en plus déconnectées de la vie réelle de la plupart d'entre eux. Et qu'il y a des choses qu'on semble ne pas pouvoir remettre en question...

Mais cette crise multiforme est pourtant l'occasion de questionner nos repères, de tenter des expériences nouvelles et d'élaborer des réflexions qui tirent les leçons de nos choix, entre autres économiques.

A *Justice et Paix*, nous sommes convaincus qu'il est essentiel de mener des débats et de provoquer des questionnements autour de notre système économique, des limites de la croissance, de l'utilisation du PIB et d'autres indicateurs. Les jeunes, en particulier, doivent être amenés à réfléchir à ces sujets, et les objectifs de l'enseignement secondaire les y poussent d'ailleurs. Une meilleure compréhension de notre environnement de vie et la capacité de poser un regard critique sur celui-ci sont en effet au coeur du projet scolaire. Les programmes de différents cours intègrent même une réflexion plus spécifique sur la croissance et les logiques de notre système économique.

**L'objectif** de cet ensemble de fiches pédagogiques est d'apporter aux enseignants et animateurs des supports pour aborder des aspects clés de ce vaste sujet : comment évalue-t-on le développement ou de la prospérité d'une société ? Le bien-être d'une population doit-il être un objectif pour un gouvernement ? Qui est le mieux placé pour choisir les instruments de mesure de ce développement ? Qu'est-ce qui compte vraiment, pour nous ? Est-ce qu'il existe d'autres indicateurs que le PIB en Belgique ? Et ailleurs ? Comment fonctionnent-ils ?

Les réponses proposées à ces questions (et aux autres) ne prétendent évidemment pas à l'exhaustivité, mais sont destinées à créer le débat, apporter des informations précises et faire évoluer certaines « évidences » qui nous bloquent parfois encore quant au système dans lequel nous vivons et à ses alternatives!

### Pour qui ?

Enseignants et animateurs de jeunes à partir de 16 ans, mais aussi citoyens intéressés par la thématique !

### Comment l'utiliser ?

Dans chacune des 14 fiches, l'élément de la question abordé est enrichi par

- des **encarts** amenant des précisions ou permettant d'aller plus loin,
- des **renvois** à d'autres fiches,
- des **illustrations** ou schémas.

Des **questions en débat** sont également proposées, recoupant ou prolongeant la réflexion amorcée. Les fiches n'y proposent pas de réponse toute faite car ces questions sont surtout une invitation à faire réfléchir le groupe et à débattre, soit en amorce, soit en conclusion.



Le contenu de ces fiches est basé sur l'ouvrage de Laure Malchair : **Et si l'économie nous parlait du bonheur ?**

Des indicateurs de prospérité citoyens, Couleur livres, 2013.

Informations et commande: [info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be)

Merci à Céline Remy et Catherine Libert pour leur contribution à ce dossier



## Le bonheur : un mot, mille facettes

« Tout le monde veut une vie heureuse », dit le philosophe<sup>1</sup>. Le désir de bonheur serait universel et découlerait de notre nature... Oui mais, en fait, qu'est-ce qui nous rend heureux, en tant qu'individu et comme société ?

### Difficile définition

Kant observait que « le concept de bonheur est un concept si indéterminé, que, malgré le désir qu'a tout homme d'arriver à être heureux, personne ne peut jamais dire en termes précis et cohérents ce que véritablement il désire et il veut »<sup>2</sup>. En corollaire se pose la question : que signifie « réussir sa vie » ? Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui assimilent la réussite d'une vie à une performance et à la conquête du pouvoir, qui devient bien souvent une fin en soi. Mais est-ce que cela coïncide vraiment avec ce qui nous rend heureux au quotidien ? Car s'il est vrai que l'image de la vie réussie est liée au succès et au gain financier, comment expliquer le nombre de chefs d'entreprises désabusés

qui quittent leur navire, le succès d'initiatives locales qui sont sans rentabilité mais créent des liens entre les gens, etc. ?

Aurait-on oublié ce que l'on sait pourtant depuis toujours, à savoir que les humains ont besoin d'autre chose que de confort matériel pour être heureux ? **voir Fiche 3**

### pour aller plus loin

sur les questions de la prospérité, voir par exemple l'ouvrage collectif coordonné par Isabelle Cassiers, *Redéfinir la prospérité. Jalons pour un débat public*, éditions de l'aube, 2011.

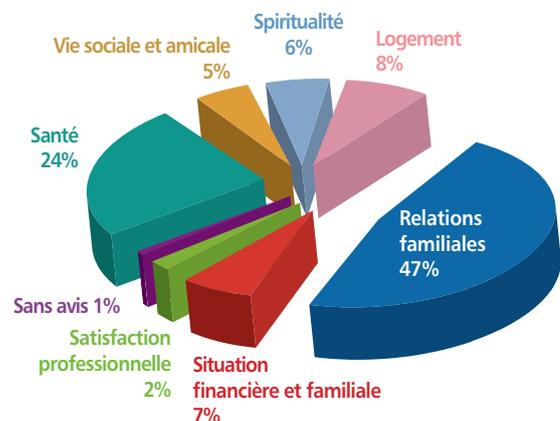
### Quels facteurs ?

Si la question du bonheur est personnelle et subjective, les travaux scientifiques sur le bien-être des individus ont toutefois permis d'identifier quelques déterminants importants. Une première catégorie est liée aux conditions de vie des personnes : être entouré par les personnes qu'on aime, avoir une vie de couple heureuse, vivre dans un environnement sain, avoir accès à des loisirs, sont autant de facteurs qui ont un effet beaucoup plus durable sur notre bien-être qu'une augmentation de revenu. Le besoin de spiritualité est également souvent souligné et permet de comprendre l'intérêt pour les sagesses traditionnelles qui inspirent de nombreux citoyens en quête de sens et de bien-être.

Une autre catégorie de déterminants relève de facteurs externes, touchant au contexte et à l'environnement dans lequel on vit. Le niveau d'inégalité ressenti dans un

pays donné, de même que le type de gouvernement, le niveau de corruption ou de criminalité jouent de façon importante dans le niveau de satisfaction exprimé.

Dans un ouvrage où il évalue la possibilité d'une prospérité sans croissance, Tim Jackson présente une enquête menée en Angleterre en 2005 sur ce que les gens estiment important pour leur bonheur... Voici le résultat<sup>3</sup> :



<sup>1</sup> Sénèque (1962), *De la Vie heureuse*, traduction É. Bréhier revue par L. Bourgey, dans le volume *Les Stoïciens*, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade.

<sup>2</sup> Kant, E. (1969), *Fondements de la Métaphysique des Mœurs*, deuxième section, traduction V. Delbos, éd. Delagrave, pp. 131-133.

<sup>3</sup> Issu d'une enquête réalisée pour la BBC par GfK NOP en octobre 2005. Résultats sur : [http://news.bbc.co.uk/nol/shared/bsp/hi/pdfs/29\\_03\\_06\\_happiness\\_gfknop.pdf](http://news.bbc.co.uk/nol/shared/bsp/hi/pdfs/29_03_06_happiness_gfknop.pdf). Cité dans Jackson, T. (2011), *Prosperity without Growth*, Routledge.

## Questions en débat :

Et vous, qu'est-ce qui vous rend heureux ?

## Récit collectif : vers où va-t-on ?

A côté de l'aspect individuel, on peut aussi s'interroger sur la société dans son ensemble. La question de l'aventure dans laquelle nous nous engageons (ce qu'on appelle le « récit collectif ») est cruciale : qu'est-ce qu'une « société du bien-être » ? Est-ce à cet objectif que nous travaillons ? Qui y contribue et de quelle façon ? Vers quel monde allons-nous ? Aujourd'hui, si tout le monde s'entend à peu près sur le fait que

le modèle qui a guidé les dernières décennies n'est pas viable à long terme, les scénarios concrets pour le futur ne sont – et c'est un euphémisme – pas clairs. Or l'homme a besoin de pouvoir se projeter dans l'avenir, tant aux niveaux individuel que collectif. A chaque crise sérieuse, c'est en effet la perspective d'un « après » meilleur qui porte les individus à surmonter les difficultés.

## Questions en débat :

Quelles sont les caractéristiques du modèle de société qui prévaut encore aujourd'hui ?

Que pourrait être celui des 20 – 50 – 100 prochaines années ?

Le bonheur devrait-il être intégré à l'évaluation de l'état de la société ?

## Le bonheur des citoyens, un objectif pour nos responsables politiques ?

Aristote affirmait, dans la *Métaphysique*, que puisque tous les hommes cherchent à être heureux, le bon gouvernement serait précisément celui qui offrirait cette possibilité aux citoyens.

Les Nations Unies suivent en tout cas ce raisonnement, en reconnaissant que le bonheur et le bien-être sont non seulement des aspirations universelles mais qu'ils devraient aussi être pris en compte dans les objectifs politiques<sup>4</sup>.

C'est également le cas au Bhoutan, petit pays asiatique dont le code pénal, datant de 1729, insiste sur le fait que « si le gouvernement n'est pas capable de créer le bonheur (dekid) pour son peuple, il n'a pas de rai-

son d'exister »<sup>5</sup>. Ce pays a, le premier, développé un indicateur visant à mesurer le bonheur du peuple.

voir Fiche 11

voir Fiche 9

Pour des détails concernant la position d'institutions européenne.

*Il faut évidemment prendre en compte que ce qui rend l'un heureux n'aura pas forcément ce même effet sur l'autre... La question du bonheur est éminemment personnelle et relève de la sphère intime des individus. La réflexion sur un objectif de bonheur à atteindre dans la société devrait donc plutôt être abordée sous l'angle du bien-être collectif et des conditions pouvant favoriser cet état... Plutôt que d'utiliser le mot « bonheur », nous parlerons ici de bien-être ou de prospérité, qui sont plus objectivables.*

voir Fiche 4

## Questions en débat :

Et chez nous, le bien-être de la population semble-t-il à l'agenda des politiques ?

<sup>4</sup> Voir le discours de Ban Ki-moon du 20 mars 2013 sur le site [www.un.org/fr/events/happinessday/](http://www.un.org/fr/events/happinessday/)

<sup>5</sup> Ura, K. et alli (2012), *A short guide to Gross National Happiness Index*, The Centre for Bhutan Studies, Bhutan, p. 6.

## Enjeux de soutenabilité

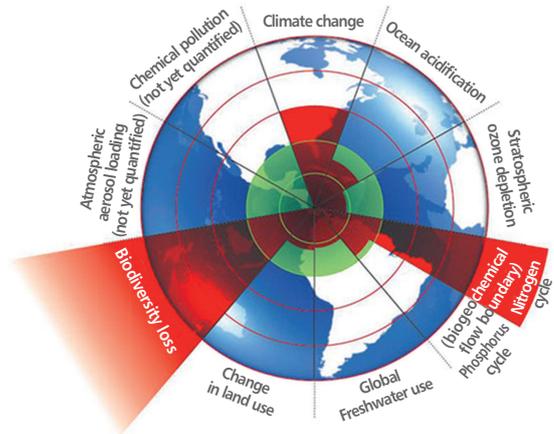
Si l'on doit aujourd'hui se pencher sur la question de notre projet de société et sur la recherche d'une meilleure mesure de la prospérité, c'est, entre autres, parce que nos modes de production et de consommation sont tout simplement devenus insoutenables à l'échelle tant individuelle que planétaire.

A côté du mal-être d'un nombre croissant de citoyens et des disparités de revenus énormes (entre régions, pays, citoyens) que la croissance de ces dernières décennies n'a nulle part contribué à faire diminuer, nous sommes aussi confrontés aux limites de la planète. Réfléchir à la soutenabilité est donc un impératif en termes sociaux et environnementaux.

*Tim Jackson soulignait, dans son ouvrage **Prospérité sans croissance (2010)**, que « la vision du progrès social qui nous meut – fondée sur l'expansion permanente de nos désirs matériels – est fondamentalement intenable. (...) En recherchant la bonne vie aujourd'hui, nous érodons systématiquement la base du bien-être de demain »<sup>1</sup>.*

## Limites environnementales

De très nombreux rapports et ouvrages d'analyse mettent chaque jour en lumière l'urgence dans laquelle nous nous trouvons de réagir aux dégradations causées par l'activité humaine sur la planète et ses écosystèmes. Ainsi par exemple, Johan Rockström, directeur du Stockholm Resilience Center, et son équipe ont-ils identifié neuf frontières de la planète à ne pas dépasser. Certaines sont malheureusement gravement en danger. C'est le cas de la perte de la biodiversité et du taux de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) dans l'atmosphère<sup>2</sup>.



### pour aller plus loin

Voir, par exemple, les rapports du GIEC ([www.ipcc.ch](http://www.ipcc.ch)) et les travaux de l'Evaluation des écosystèmes pour le millénaire ([www.unep.org/maweb/en](http://www.unep.org/maweb/en)).

## Limites sociales

Si notre modèle de croissance nous confronte aux limites de la planète, nous voyons tous les jours que c'est aussi la soutenabilité sociale qui est en péril. La phase traversée aujourd'hui est particulièrement critique, tant au niveau du rapport au travail que dans les relations interpersonnelles. Côté travail, alors que le taux de « burn-out » (épuisement professionnel) ne cesse d'augmenter dans tous les secteurs, on constate un désinvestissement croissant de la valeur « travail » : les revenus du capital rapportent plus que ceux du

travail, et le prestige associé aux deux termes est de plus en plus déséquilibré. La qualité des emplois se dégrade et dans le même temps, le nombre des personnes sans-emploi augmente. Efficacité, productivité et croissance trahissent, en tant que maîtres-mots de notre époque, un nouveau rapport au travail et une conception différente de la personne, qui semblent ne pas toujours correspondre aux aspirations des individus et qui mènent à l'épuisement des ressources humaines.

voir Fiche 1

<sup>1</sup> Jackson, T. (2010), *Prospérité sans croissance*, Etopia, De Boeck, p. 20.

<sup>2</sup> Voir l'article publié dans la revue *Nature* : Rockström et coll. (2009), « A safe operating space for humanity », in *Nature*, n°461, pp. 472-475.

Parallèlement, la question du lien social est en souffrance. En dépit du développement extraordinaire des technologies de l'information et de la communication, les sentiments de solitude

et d'exclusion sont vécus par un nombre croissant de personnes. Disparités et exclusions mettent à mal la cohésion de nos sociétés.

## S'inspirer de la nature

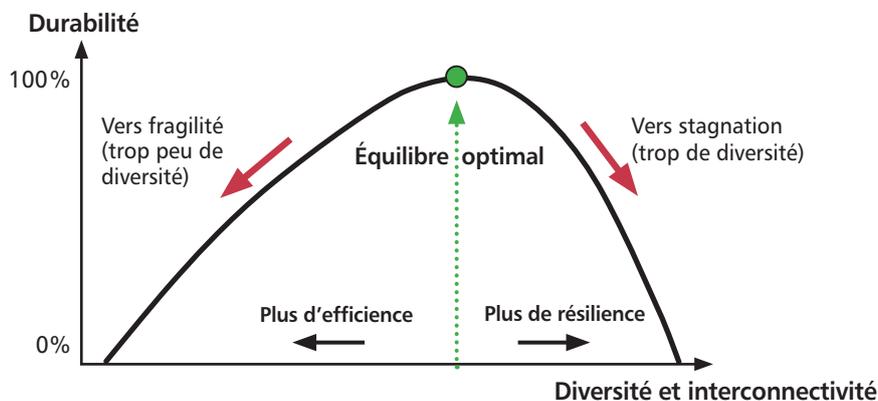
Nous sommes, à bien des égards, en train de réduire la diversité de notre monde. Le spectre de l'uniformisation s'étend du domaine artistique à celui de l'alimentation, de la gestion économique au secteur des loisirs. Au niveau environnemental, par exemple, la fréquence des signaux d'alarme concernant la perte de la biodiversité s'intensifie et notre modèle agricole est de plus en plus caractérisé par l'intensification de la production et la monoculture. Or c'est la diversité qui, au-delà de faire la richesse de notre monde, en permet la survie.

La capacité d'un système (naturel comme une forêt ou humain comme une communauté) à se remettre d'un

choc et à retrouver, le plus rapidement possible, un nouvel équilibre qui lui permette de fonctionner, s'appelle la résilience. Elle est caractérisée par sa souplesse et se nourrit de la diversité (qu'il s'agisse de compétences, de stratégies d'alimentation ou d'autres). Mais trop de diversité, si elle conduit à une meilleure résilience, diminue l'efficacité<sup>3</sup> car elle signifie la dispersion. À l'inverse, une perte trop forte de diversité, si elle augmentera l'efficacité, ne permettra pas non plus d'atteindre un bon niveau de soutenabilité car elle n'aura aucune résistance aux chocs. Entre ces deux polarités, il faut donc trouver l'équilibre ! C'est ce qu'ont proposé des chercheurs à travers le schéma ci-dessous, inspiré des stratégies adoptées par la nature<sup>4</sup>.

### Questions en débat :

Dans quels domaines voit-on se perdre la diversité dans notre société ?



Une leçon à tirer pour nous, pour revenir à un fonctionnement plus équilibré de nos sociétés, qu'il s'agisse d'orienter nos stratégies d'exploitation des ressources ou d'opérer des choix de politique monétaire? La recherche de la diversification dans nos modes de gestion et indicateurs pourraient constituer une ligne de conduite pour la soutenabilité de nos sociétés.

### pour aller plus loin

Pour approfondir cette question de diversification de nos stratégies monétaires, voir les derniers ouvrages de Bernard Lietaer (*Money and Sustainability : the missing link*, 2012; *Au coeur de la monnaie*, 2011; *New Money for a New World*, 2011)

<sup>3</sup> Rapport entre le degré d'atteinte d'un objectif et les coûts ou efforts rendus nécessaires.

<sup>4</sup> Lietaer, B., Ulanowicz, R. et Goerner, S. (2010) "Is Our Monetary Structure a Systemic Cause for Financial Instability?" In *Journal of Futures Studies* (Special Issue on the Financial Crisis).

## Un pays développé = un pays heureux ? Ou des limites de la croissance

### Croissance richesse bien - être

Face à la crise multiple et aux enjeux immenses de notre époque, la principale solution mise en avant par nos responsables politiques et leurs experts financiers reste le renforcement (ou la relance) de la croissance. La productivité est progressivement devenue un objectif en soi, une véritable obsession collective et, entre pays ou secteurs d'activités, on se compare sans cesse et on se jauge à l'aune de sa capacité à pousser la

croissance. Au niveau politique, on constate en outre que le PIB est fréquemment utilisé comme indicateur global de la santé des pays car on associe croissance à richesse et richesse à bien-être. En d'autres termes, qui dit PIB en augmentation dit bonne santé économique, et donc évolution positive et bien-être pour les citoyens.

voir Fiche 8

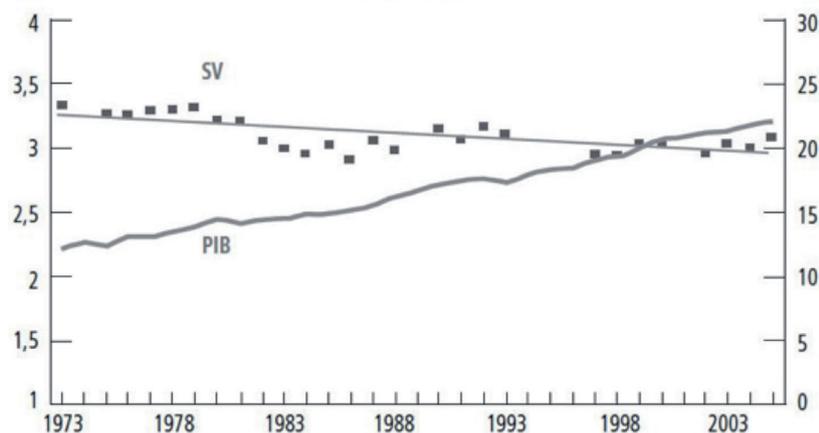
### Le paradoxe du bien-être

Et pourtant... « L'argent ne fait pas le bonheur » nous souffle la sagesse populaire. Si nous connaissons tous cet adage, on connaît peut-être moins les travaux statistiques qui le confirment... Un économiste américain, Richard Easterlin, a cherché dans les années 70 à comprendre si et dans quelles conditions l'argent pouvait augmenter notre satisfaction de vie. Ce qu'il a découvert a fait figure de révélation à l'époque ! Son constat était le suivant : oui, la richesse (ou plutôt l'augmentation de revenus) augmente le niveau de bien-être mais... seulement jusqu'à un certain point. Passé ce seuil de richesse ou de développement éco-

nomique, la satisfaction de vie va stagner, et les gens ne se déclareront pas plus heureux, même si la croissance économique se poursuit de façon régulière<sup>1</sup>. Tous les pays du monde ont, bien entendu, été soumis au test du « paradoxe d'Easterlin », avec des résultats étonnamment similaires<sup>2</sup>.

Par exemple, le graphique ci-dessous nous montre les courbes du PIB et de la satisfaction de vie déclarée (SV) en Belgique entre 1973 et 2005. On constate qu'à partir d'un certain point, le niveau de satisfaction des belges est passé sous le niveau de croissance du PIB.

**PIB par personne (milliers de dollars à prix constants, échelle de droite)  
et satisfaction de vie moyenne (échelle de gauche, résultats d'enquêtes, score de 1 à 4)  
Belgique, 1973-2005**



Source : Isabelle Cassiers, Catherine Delain

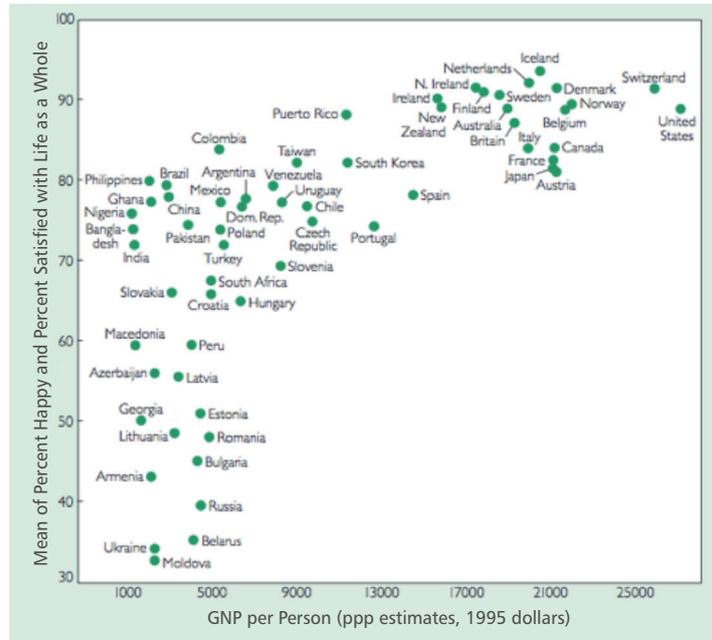
<sup>1</sup> Easterlin, R.A. (1974), « Does economic growth improve the human lot? », in David, P.A., Melvin, W.R. (Eds.) *Nations and Households in Economic Growth*, Academic Press, New York, pp. 89-125

<sup>2</sup> Des données concernant d'autres pays peuvent être consultées sur la "World Happiness Database" disponible sur : [www.worlddatabaseofhappiness.eur.nl](http://www.worlddatabaseofhappiness.eur.nl)

## Entre pays différents et au sein d'un même pays

Il en va de même si l'on compare des pays aux revenus différents entre eux (voir schéma ci-dessous<sup>3</sup>). Sur le schéma ci-dessous, on voit que, en moyenne, le groupe des pays les plus riches est plus heureux que celui des pays les plus pauvres, du moins que ceux qui se situent sous un certain seuil de revenu, autour

de 15.000\$ par tête. Mais la courbe du bien-être n'augmente pas significativement pour ceux au-delà du seuil alors que, pour les pays aux revenus très faibles, la tendance générale montre une courbe en augmentation relativement marquée<sup>4</sup>.



Source : Inglehart and Klingemann

Au sein d'un même pays, qu'observe-t-on ? Si l'on suit le raisonnement de base, on devrait constater un point de contact entre les courbes de satisfaction des plus riches et des plus pauvres, celle des premiers stagnerait alors que celle des seconds continuerait à croître. Il n'en est rien : les courbes ne se croisent jamais... Les riches restent toujours globalement plus heureux que les pauvres.

Comment comprendre ceci ? Parmi toutes les explications fournies par l'abondante littérature au sujet des motivations, blocages et intérêts des individus, en voici deux :

- *L'effet de comparaison.* Nous, êtres humains, avons une propension à nous comparer aux autres et apprécions le fait de sentir que nous avons un « quelque chose » en plus que ceux de notre entourage. C'est donc en fait le revenu relatif (par rapport aux autres) qui rend les riches heureux et non pas leur revenu absolu et, inversement, c'est la comparaison avec

d'autres plus riches qui grève la satisfaction des plus pauvres, même si leur situation s'améliore objectivement.

- Un deuxième élément de notre fonctionnement psychologique est *l'effet d'accoutumance*. On tend à s'habituer au confort, au bien-être matériel ! Il en faut donc toujours plus pour nous satisfaire.

voir Fiche 4

voir Fiche 6

voir Fiche 11

**Au cœur du paradoxe du bien-être, on se rend donc compte à quel point il importe d'être nuancé : la croissance est nécessaire et utile pour toute une série de pays pauvres et permet de véritablement faire une différence pour eux. C'est par contre dans les pays plus riches que les avantages d'une augmentation constante du développement économique sont nettement moins évidents. La relation entre revenu et bonheur est donc loin d'être linéaire, particulièrement dans les sociétés industrielles et post-industrielles.**

<sup>3</sup> Worldwatch Institute, *State of the world 2008. Innovations for a sustainable economy*, p. 51.

<sup>4</sup> Layard, R. (2005), « Rethinking Public Economics: The Implications of Rivalry and Habit », in L. Bruni & P. L. Porta (Eds.), *Economics & Happiness. Framing the analysis*, Oxford, Oxford University Press, p. 3.

## Mesurer le bien-être

Bien-être, bonheur, prospérité, s'il n'est pas évident de distinguer ces notions, il est encore moins simple de déterminer si l'on peut vraiment évaluer la satisfaction individuelle et collective des gens. voir Fiche 1

Suivons d'abord la piste du niveau individuel qui nous permettra de saisir les difficultés rencontrées par les chercheurs qui tentent, dans le champ de l'économie du bonheur, de débroussailler la question : qu'est-ce qui rend les gens heureux ? Ensuite, les réflexions d'Amartya Sen et de Tim Jackson nous proposeront des balises pour dépasser la prise en compte subjective et individuelle et envisager le niveau collectif.

Ces différents éléments sont une base pour la réflexion sur les indicateurs complémentaires (fiches suivantes).

*Amartya SEN est un économiste et philosophe indien qui a reçu le prix Nobel d'économie en 1998 pour ses travaux sur la famine, la théorie du développement humain, l'économie du bien-être, les mécanismes fondamentaux de la pauvreté et le libéralisme politique. Tim JACKSON est un économiste britannique, professeur en développement durable et auteur du livre Prosperity without growth.*

### Niveau individuel : Comment interroge-t-on le bien-être subjectif ?

Un vaste champ d'étude sur ces questions existe : « l'économie du bonheur ». Elle porte sur le « bien-être subjectif » et est donc essentiellement empirique. Quelle satisfaction procurent les biens marchands, mais aussi la démocratie, la participation civique, la liberté, la satisfaction intrinsèque au travail, le loisir, le mariage, ou encore les plaisirs charnels ? Intéressant : les champs de l'économie, la sociologie, la psychologie et d'autres se croisent et se renforcent autour de ce sujet. Pas simple toutefois...

*L'économie du bonheur est à distinguer de l'économie du bien-être qui est plutôt de nature théorique et porte son attention sur la recherche et l'évaluation de situations socio-économiques en vue de leur optimisation.*

#### Attention aux biais de type psychologique

Quand on mesure des aspects à la fois subjectifs et individuels, on fait face à de sérieuses difficultés de traitement des résultats. Il n'est en effet pas évident d'identifier les mécanismes qui sont à l'œuvre lorsque, par exemple, des répondants déclarent leur satisfaction ressentie sur une échelle allant de 1 à 10<sup>1</sup>. Nous sommes souvent influencés et conditionnés par des facteurs externes (la peur d'être jugé par l'évaluateur par exemple), ce qui contribue à « fausser » le jugement final.

On comprend dès lors pourquoi il faut être extrêmement prudents quand on parle de « mesurer la prospérité ou le bien-être ». De quel bien-être s'agit-il ? Mesure-t-on le côté subjectif ou non ? Dans quel état d'esprit sont les répondants ?

#### Questions en débat :

Les déterminants du bien-être varient-ils d'un contexte à l'autre ?  
Autrement dit, ce qui fait le bonheur des uns dans un coin du globe rend-il aussi ceux d'un autre continent heureux ?

<sup>1</sup> Questions comme "A quel point êtes vous satisfait de votre vie actuelle?", "Vous estimez-vous globalement heureux?", "Quel est votre état d'esprit aujourd'hui?", etc.

## Universalité des déterminants

Des études explorant le niveau de bonheur dans différents pays du monde font apparaître une remarquable stabilité dans les déterminants à la fois socio-économiques et démographiques<sup>2</sup>. Des différences mineures apparaissent entre des régions présentant des différences majeures en termes de

contexte économique, de structures professionnelles ou éducatives. Certains facteurs sont retenus comme essentiels pour ressentir du bien-être : il s'agit par exemple de l'accès à des services de base, du ressenti d'une liberté de type économique (Etats-Unis vs. Cuba) ou de la liberté entendue au sens large (Suède vs. Afghanistan).

## Niveau collectif : « Capabilités d'épanouissement » et « limites de soutenabilité »

Le bien-être (ou bonheur) individuel est une chose, l'articulation de celui-ci avec la collectivité en est une autre. Amartya Sen et Tim Jackson proposent chacun un cadre théorique qui peut nous éclairer... Pour Amartya Sen, la question de la qualité de vie n'est pas vraiment à envisager sous l'angle du bonheur individuel à l'instant présent ou d'éléments objectifs (combien d'enfants fréquentent l'école primaire dans une région donnée, par exemple). Il faut, selon lui, voir dans quelle mesure les personnes sont *capables* de poser des choix de vie, c'est-à-dire disposent des ressources nécessaires à leur émancipation<sup>3</sup>. C'est ce qu'il appelle « capabilité d'épanouissement ». Une capabilité est donc l'opportunité réelle, pour une personne, de choisir les états et les actions (les fonctionnements) qu'elle valorise.

Les conséquences en termes de politiques publiques de cette approche sont cruciales. Ainsi, par exemple, la pauvreté ne devrait pas simplement être considérée sous l'angle du revenu mais plutôt vue comme

une situation induisant un manque de possibilité de mener une vie acceptable, ce qui peut être influencé par un certain nombre de considérations, dont bien sûr le revenu personnel, mais pas uniquement. Il est évident que cette approche mène à une analyse fort différente du problème de la pauvreté et des solutions à y apporter.

Tim Jackson insiste quant à lui sur le fait que les choix et libertés des individus doivent être posés à l'intérieur d'un cadre identifiant certaines limites bien précises : tout n'est pas possible au nom de la liberté et c'est dans ce sens que la notion d'épanouissement doit être entendue. Il en appelle donc à un véritable changement de paradigme dans le mode de fonctionnement de nos sociétés, qui permettrait l'instauration de limites environnementales et sociales dans lesquelles nos activités pourraient prendre place<sup>4</sup>.

voir Fiche 2

### Questions en débat :

Que signifie tenir compte des limites de la planète ?

Faut-il tout mesurer ? Le bonheur ne relève-t-il pas de la sphère intime de chacun ?

Comment s'assurer que la quantification reste au service de la qualité de vie ?

voir Fiche 8

<sup>2</sup> Graham, C. (2009), *Happiness around the world, The Paradox of happy peasants and miserable millionaires*. Oxford University Press, ch.3.

<sup>3</sup> Entre autres ouvrages, voir Sen, A. (1984), « The living Standard », in *Oxford Economic Papers*, 36, pp.74-90 ; Sen, A. (1999), *Development as Freedom*, Oxford, Oxford University Press ; Sen, A. (2002), *Rationality and Freedom*, Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge.

<sup>4</sup> Jackson, T. (2010), *Prosperité sans croissance*, Etopia, De Boeck.

# Le PIB : d'où, comment et pourquoi ?

## Le Produit Intérieur Brut (PIB), qu'est-ce que c'est ?

Il s'agit de la valeur monétaire de l'ensemble des biens et services nouvellement produits (et recensés) dans un pays au cours d'une année. Le PIB est en quelque sorte le thermomètre qui sert à mesurer la création de richesse, permet d'évaluer la situation économique d'un pays dans le temps et d'établir des comparaisons entre pays. Cette valeur monétaire de la production étant aussi du revenu, le PIB par habitant sert couramment d'indicateur du niveau de vie moyen dans un pays.

*Depuis le mois de septembre 2014, les Etats membres de l'Union européenne sont tenus d'inclure les activités illégales telles que le trafic de drogue, la prostitution ou encore la contrebande menées sur leur territoire dans leurs statistiques économiques. L'objectif est de refléter plus « correctement » le niveau d'activité économique, qu'elle soit illégale ou non, et donc de gonfler le PIB des pays concernés.*

## D'où vient-il ?

Pour comprendre la place prépondérante que le PIB occupe aujourd'hui dans notre modèle économique mais aussi dans notre imaginaire occidental, il est utile de faire un petit détour par l'époque d'après-guerre, période de croissance rapide où il a émergé.

Une forte augmentation de la demande a caractérisé la fin des années 40. Elle était bien sûr d'abord liée à la nécessité de reconstruire les pays détruits par la guerre. Ces années étaient aussi celles du baby-boom, avec des familles élargies dont les besoins étaient plus importants. On peut ajouter que, après des années de pénurie et de privations, tout le monde avait simplement envie de vivre à nouveau sans compter.

A cette demande en hausse a répondu la modernisation de l'industrie et de l'agriculture qui, grâce à des investissements importants, a permis le développement de techniques nouvelles et plus efficaces. La productivité des exploitations agricoles et des usines s'est accélérée de façon remarquable. Le commerce mondial a également pris son envol avec, notamment, une diminution des taxes douanières (voir encadré ci-contre).

De grands chantiers sociaux ont été réalisés avec, entre autres, la protection des travailleurs par un revenu minimal garanti et l'indemnisation des chômeurs.

On a eu l'impression d'assister, pendant ces années 1945 - 1975, à un véritable cercle vertueux : puisqu'on achetait plus, il fallait produire plus, ce qui permettait la création de nouveaux emplois, qui à leur tour généraient une hausse de la consommation. On comprend qu'à l'époque, la théorie de la croissance ait fait des émules... et qu'il fallait développer un cadre comptable adéquat pour traiter ces changements.

*En 1947 est signé l'Accord Général sur les Tarifs douaniers et le Commerce (GATT) qui, en éliminant les barrières douanières, constituait un premier pas vers la libéralisation du commerce mondial.*

## Mais depuis la fin des Trente Glorieuses...

Et pourtant, dès la moitié des années 70, les discours se sont faits moins enthousiastes. Les chocs pétroliers de 1974 et de 1981 ont porté un coup sévère à l'économie mondiale. La croissance chutait un peu partout face à des prix en constante augmentation. Le fléau du chômage refaisait surface dans de nombreux pays et les inégalités sociales se creusaient inexorablement. On tenta dès lors de reproduire le schéma des années précédentes. Mais la machine semblait enrayée et l'impérieuse volonté de renouer avec la croissance imposa des choix économiques et politiques dont la facture sociale fut, cette fois, souvent douloureuse. On commençait à percevoir que la période dite des Trente Glorieuses avait bénéficié de facteurs et conditions exceptionnels (dont, entre autres, l'exploitation des colonies) et qu'on

allait devoir, pour maintenir cette croissance, contracter une double dette, financière ET environnementale, qui continuerait à gonfler au fil des ans. Inégalités croissantes, crise écologique, quête de sens, les enjeux concernent aujourd'hui toutes les sphères de la société.

A cela s'ajoute, depuis l'été 2007, un système financier international qui traverse l'une de ses plus graves crises depuis 1929. On est passé, par phases successives, d'une crise limitée (dite des subprimes) à une crise systémique des systèmes bancaire et financier mondiaux, révélant par là-même leur fragilité et celle du modèle de croissance hérité de l'après-guerre.

## A quoi sert-il ?

Le PIB, puisqu'il permet de surveiller l'évolution économique d'un pays, est un instrument essentiel pour élaborer le budget d'un état, définir sa contribution à des budgets supra-nationaux, comparer les performances des états entre eux, etc.

Au niveau politique, son rôle est aujourd'hui également central puisqu'il est utilisé pour fixer des objectifs précis dont l'atteinte est évaluée régulièrement.

Le PIB joue aussi un rôle symbolique en tant qu'il représente la puissance, la richesse ou le progrès des nations.

voir Fiche 7

*Le PIB a donc été construit pour être l'un des éléments-clés des comptabilités nationales et pas pour mesurer la qualité de la croissance ! Mais le fait que son usage ait progressivement été élargi pour devenir un « indicateur de prospérité » de nos sociétés est révélateur de certains choix et priorités... Il renforce autant qu'il reflète l'obsession de celles-ci pour la croissance. Et pourtant, l'argent ne fait pas le bonheur :*

voir Fiche 3

voir Fiche 6

## Les limites du PIB

### Un PIB utile ...

Le PIB, ce bijou des comptabilités nationales, semble aujourd'hui tout à fait incontournable pour comparer les performances des pays, visualiser les progrès réalisés par chacun et identifier les éventuelles lacunes des différents secteurs de l'économie.

Calculée par des techniciens statisticiens, l'information est ensuite transmise aux responsables politiques et les

résultats traduits en politiques publiques. Tout semble parfaitement rôdé. Oui mais... Au-delà de ce à quoi sert le PIB, il y a beaucoup de choses dont il ne parle pas.

voir Fiche 5

### ... mais à laisser à sa place

Pour rappel, le calcul ne comprend que la valeur monétaire de la production d'un pays, à laquelle on ne pourrait réduire toute la richesse de celui-ci! On voit pourtant que l'on a progressivement fait glisser cet indicateur d'un usage strictement technique lié à l'activité économique d'un pays à une représentation du niveau de bien-être de ce pays. Un PIB en augmentation va ainsi être interprété comme une évolution positive pour le développement, voire même pour la qualité de vie.

La fiche 3 a toutefois souligné que le lien entre PIB en augmentation et satisfaction de vie serait pour le moins incertain. D'autres raisons, inhérentes au calcul du PIB, prouvent qu'il est erroné de vouloir l'utiliser pour mesurer le bien-être.

**1.** A la lecture des résultats économiques d'un pays basés sur le PIB, on ne sait rien de son niveau de pauvreté ou des inégalités économiques et sociales qui le traversent : la question de la répartition des richesses est absente.

**Exemple :** les chiffres de la croissance américaine, autour de 2.4% en 2014, ne traduisent pas l'augmentation constante du fossé entre les plus riches et les plus pauvres. Cette augmentation du PIB ne reflète donc pas une amélioration du niveau de vie des américains.

**2.** Le PIB ne prend pas en compte le travail domestique, les heures de loisir et autres activités non-marchandes ou n'ayant pas de coût monétaire direct, tel que le travail bénévole.

**Exemple :** Prenons le cas d'une femme qui épouse son jardinier. Le travail du jardinier en tant que salarié est pris en compte par la comptabilité nationale, alors que le travail du mari qui s'occupe du jardin ne l'est pas. Le mariage de cette femme avec son jardinier fait donc baisser le PIB pour un travail identique.

**3.** Des pans entiers de ce qui alimente le bien-être des citoyens sont laissés de côté. Ainsi, les bénéfices sociaux résultant, par exemple, des politiques de santé ou d'éducation sont, quoi qu'importants pour les pays, difficiles à intégrer dans la comptabilité nationale.

**4.** En tant qu'indicateur de flux, le PIB est impuissant à nous renseigner sur la gestion des patrimoines (individuels ou collectifs), des stocks dans lesquels nous puisons (naturels par exemple) ou sur les « externalités » de la production. On entend par « externalité » le fait que l'activité d'un agent affecte le bien-être ou la satisfaction d'un autre sans qu'il y ait de compensation pour cet effet. Le cas de la pollution est un bon exemple d'externalité négative.

**Exemple 1 :** Couper une forêt pour fabriquer des meubles permet de faire croître le PIB. Par contre, la dépréciation du capital naturel ne sera pas reflétée dans le PIB.

**Exemple 2 :** Si un citoyen tombe malade à cause d'une pollution environnementale et doit acheter des médicaments, ces dépenses seront comptabilisées dans le PIB, alors même que le bien-être de cette personne est loin d'avoir augmenté

Les limites du PIB sont bien connues et reconnues par les économistes ou comptables nationaux qui répondent – à juste titre – que le PIB avait été initialement construit et utilisé, des années 40 aux années 80, comme un élément de la comptabilité nationale et que s’il reste, aujourd’hui encore, un indicateur robuste et pertinent pour de nombreuses analyses économiques, « il n’a pas été conçu pour mesurer la qualité de la croissance »<sup>1</sup>.

Le cadre aurait donc été clairement établi. Pourtant, il faut bien reconnaître qu’il a été extrait de l’ensemble « comptabilité nationale » et est bien souvent utilisé aujourd’hui isolément comme « indicateur de richesse » ou même de « bien-être ». Ce qui amène de nombreux citoyens à ressentir une déconnexion croissante entre leur vécu au quotidien et les chiffres qui leur sont servis. Au Pérou par exemple, malgré

un taux de croissance de 5% depuis plusieurs années, la pauvreté concerne toujours un péruvien sur quatre. La pauvreté a même augmenté dans huit régions du pays. Alors qu’on ne cesse de dire combien ce pays est « sur la bonne voie », grâce à la progression de son PIB, la population continue de s’appauvrir.

*La primauté d’un indicateur sur d’autres n’est jamais neutre et exprime plus clairement qu’un discours des choix de société...*

voir Fiche 8

<sup>3</sup> Gadrey, J. (2007), “Au-delà du PIB, quelles mesures alternatives” in X-environnement *Croissance et environnement*, septembre.

# Est-il possible de dépasser ou se passer du PIB?

## Deux difficultés

Le PIB est un indicateur incomplet si l'on veut connaître le véritable état d'un pays, son développement et la progression de la satisfaction de vie de sa population.

voir Fiche 6

On ne peut toutefois nier qu'il s'agit d'un indicateur à la fois extrêmement pratique à utiliser et que la difficulté de saisir les autres dimensions du progrès (ou de la prospérité) est réelle. Tout ce qui n'est pas susceptible d'accroissement, ou les éléments qui ont de la valeur mais pas de prix, peuvent difficilement entrer dans une logique de monétarisation qui permettrait de les prendre en compte. En effet, si personne ne remettra en question leur valeur en soi ou leur apport pour la société, comment estimer la valeur d'une découverte scientifique, de l'œuvre de Bach ou de la Révolution française ?

La sociologue Dominique Méda a mis en évidence un second élément permettant de comprendre l'absence d'une réelle volonté de prise en compte d'autres éléments que le PIB. Il s'agit de la difficulté, dans nos sociétés, de penser la réalité d'un collectif ou d'une communauté qui, dans son ensemble, pourrait avoir un intérêt différent de celui de chacun de ses membres. Ce sont les désirs de chaque homme, plutôt que ceux des hommes vivant en collectivité qui passent dès lors au premier plan.

*Dominique Méda, sociologue et philosophe française, a étudié en détail les obstacles – réels ou amplifiés par des économistes soucieux de justifier leur position – à la prise en compte d'autres éléments que la seule production pour évaluer le progrès d'une société.*

*Voir Méda, D. (2009), "Quel progrès faut-il mesurer?" in Revue Esprit, juin.*

### Questions en débat :

Est-il pertinent/utile/possible de compléter le PIB par des indicateurs mesurant d'autres choses que la croissance économique?

## Une vision individualiste de la richesse

L'élément qui précède permet de comprendre que nous avons aujourd'hui, dans notre comptabilité nationale, une vision plus individualiste que collective de la richesse, ne prenant que peu ou pas en compte les patrimoines culturels ou naturels par exemple. Les propositions et pistes alternatives existent pourtant depuis un certain nombre d'années.

Mais tout se passe, dans nos sociétés modernes, comme si on reconnaissait que des éléments importants se trouvaient hors du champ de la comptabilité nationale actuelle mais sans vouloir leur accorder une place réelle dans les bilans officiels de « ce qui compte vraiment ». Or, on le voit de plus en plus, si on veut exister, il faut compter et ... être compté. La quan-

tification est aujourd'hui centrale, elle est considérée comme signe d'objectivité, de rigueur et d'impartialité et l'argument statistique a acquis un poids essentiel dans de nombreuses facettes de nos vies. La tendance au classement se généralise et est, elle aussi, révélatrice d'une certaine orientation de la société: on compare les performances, chacun est tenu de se situer par rapport aux autres. On parle du ranking des Universités ou Hautes Ecoles, on classe les pays en fonction de divers types de palmarès économiques ou sociaux, les enfants se distinguent selon leurs notes à l'école, les employés du privé se déclinent en salaire ou coût horaire.

## Faut-il tout mesurer ?

Il faut pourtant prendre garde à ne pas tomber dans l'excès de vouloir tout mesurer et de penser que tout ce qui est important dans nos vies devrait être compté. La question de la quantification (le fait de compter) se double du danger de la « monétarisation » à outrance (le fait de mesurer en valeur monétaire). Serait-ce symptomatique d'une société qui place l'économie

avant tout ou, pour reprendre l'expression de l'économiste Karl Polanyi, de « l'encastrement » de la société dans l'économie ? Société où n'aurait de valeur que ce qui serait reconnu par les lois de la statistique et des nombres ?

## Au-delà du PIB : une réflexion à mener

La fiche 5 a montré les différents usages du PIB. Si l'importance de certains pourrait être nuancée, il n'en reste pas moins que le PIB reste un instrument utile et efficace à certains égards. Il ne s'agit donc pas de se débarrasser de cet indicateur mais de se reposer les bonnes questions. A quoi servent les indicateurs que nous avons choisis ? Que disent-ils de nos choix de société ? Qui les mesure ? Et derrière la notion de PIB, c'est la science économique dans son ensemble qui doit être ramenée à sa juste valeur, constamment confrontée à l'épreuve de la réalité et prise pour ce qu'elle est, à savoir une science humaine et non une science exacte. D'une part, comme pour toute autre discipline, il ne faut pas faire dire aux économistes ce que leurs théories ou analyses ne disent pas. De nombreux exemples de « malentendus » jalonnent ainsi l'histoire de la science

économique. D'autre part, il importe de faire preuve de prudence dans l'application des données à la réalité concrète. De même qu'une navette spatiale peut exploser à cause d'un mauvais calcul, des conséquences dramatiques peuvent également découler d'une erreur dans le champ économique.

*En réfléchissant aux façons de compléter le PIB par d'autres indicateurs, laissons donc de côté la question du bonheur, en tant que dimension intrinsèquement individuelle et subjective de l'être. Centrons-nous plutôt sur les déterminants du bien-être, afin d'orienter l'attention (et l'action) citoyenne et politique vers les projets de société collectifs qui permettront d'augmenter la satisfaction de vie de tous.*

voir Fiche 4

## Choix d'un indicateur, choix de société

### Le PIB, pas neutre ?

Il est fondamental de se rendre compte que l'exercice de choisir un indicateur, quel qu'il soit, est loin d'être neutre ! En amont des calculs statistiques et « mises en nombre » se trouvent, toujours, des négociations et des choix véhiculant des valeurs et ayant des conséquences sur la façon dont nous percevons le monde. Comparer est un acte politique et le choix d'un indicateur constitue un acte éminemment et intrinsèquement normatif.

Autrement dit, s'entendre sur des indicateurs de prospérité induit un accord sur les valeurs et la conception de ce que devrait être la société. Que signifie la prospérité dans une société donnée ? Comment va-t-on l'évaluer ? Qui sera considéré comme riche ou comme pauvre ? Le PIB n'est, pas plus qu'un autre, un indica-

teur « neutre et objectif » et le fait de l'avoir progressivement chargé (à tort) de la mesure de la santé de nos sociétés trahit une certaine vision du monde, ou conduit subrepticement à celle-ci. C'est précisément cette vision que tentent de remettre en cause les tenants des indicateurs complémentaires au PIB.

voir Fiche 7

voir Fiche 9

Le message est clair, inutile de se voiler la face, ces questions sont complexes et les risques de dérive bien réels. Il faut trouver aujourd'hui les moyens de remettre au centre du débat le sujet de ce que l'on entend mesurer pour évaluer la prospérité de nos sociétés, sans en sous-estimer les enjeux, y compris idéologiques...

### Quel choix de société si on va au-delà du PIB ?

Si l'on oublie que, bien qu'il soit un instrument de mesure de développement économique commode, le PIB est insuffisant et inapproprié pour mesurer le niveau de bien-être d'un pays et qu'on le met en avant comme critère unique, on risque d'aboutir à des indications trompeuses quant au niveau de richesse de la population et, dès lors, d'entraîner des décisions inappropriées. Nombreux sont ceux qui, dans la sphère économique comme politique, reconnaissent, comme le chercheur Tom Dedeurwaerdere, que ce glissement est préoccupant : « l'utilisation massive et inconsidérée du PIB par les économistes travaillant dans le privé comme dans le public, par les décideurs politiques,

par le corps enseignant et par les journalistes a entraîné l'acceptation inconsidérée de cette base d'élaboration des politiques dans la société au sens large également »<sup>1</sup>. Nous sommes bien entendu ici au cœur de la responsabilité politique.

#### pour aller plus loin

A ce propos, voir Stiglitz, J., Sen, A. et Fitoussi, J-P. (2009), *Vers de nouveaux systèmes de mesure*, Paris, Odile Jacobs.

<sup>1</sup> Dedeurwaerdere, T. (2013), *Les sciences du développement durable pour régir la transition vers la durabilité forte*, Rapport préparé dans le contexte de l'appel d'offre sur la rédaction d'un « Rapport scientifique sur l'organisation de la science », avec le soutien du Ministère du Développement durable et de l'Administration publique du gouvernement wallon, janvier, p. 57.

Alors, quels choix de société si l'on remet en question l'idéologie du « tout marchand » ? On ne peut y répondre que collectivement ! Collectivement ne signifie pas forcément que la planète entière doit se mettre d'accord, ni même le pays tout entier. On peut commencer à l'échelle d'une école, d'un quartier, d'une ville. On peut mener en parallèle des réflexions à différents niveaux. Par exemple, aujourd'hui en Belgique, on met en œuvre en même temps des indicateurs complémentaires

**voir Fiche 12** au niveau régional de la Wallonie et au niveau fédéral. Ce ne seront pas forcément les mêmes mais, dans tous les cas, il importe que les citoyens soient consultés car après tout, la question

**voir Fiche 14** d'un projet de société, ça nous concerne au premier plan!

Le besoin d'une boussole intégrant différentes dimensions et facteurs en vue de l'action politique est pressant.



### Questions en débat :

Que mettriez-vous au cœur d'un projet pour notre société dans dix ou vingt ans ?

**voir Fiche 1**

# Comment a évolué (et évolue) la réflexion vers un « au-delà du PIB » ?

## Contexte historique

Le débat n'est pas neuf, la question du « quoi, qui et comment » mesurer la véritable prospérité avait déjà été formulée dans les années 70. A l'époque, une montée en puissance de la réflexion concernant le développement humain durable s'était fait jour. Signalons par exemple le fameux « Rapport Meadows »<sup>1</sup> (*The Limits to Growth*) qui, publié en 1972, à l'apogée des Trente Glorieuses<sup>2</sup>, a pour la première fois remis en cause les vertus de la croissance au nom d'une prise de conscience à la fois d'une pénurie prévisible des sources énergétiques et des conséquences du développement industriel sur l'environnement.

On commençait à percevoir les limites du PIB comme indicateur permettant d'évaluer le développement des sociétés et à se préoccuper des impacts de notre mode de consommation sur l'environnement. On s'interrogeait alors sur la meilleure façon de mesurer, dans le contexte des limites écologiques planétaires, les conséquences environnementales et sociales de nos actes.

Malheureusement, dans les années 80, le spectre de l'enlisement d'une crise qui se traduisait par une augmentation constante du chômage et de l'inflation a fait

glisser ces préoccupations au second plan, loin derrière la priorité, énoncée par les politiques, d'accorder à la croissance et à la compétitivité toute l'énergie disponible...

Et pourtant, depuis les années 90, la préoccupation en faveur d'« autres indicateurs » refait surface et ne faiblit plus. Le besoin d'une boussole intégrant différentes dimensions et facteurs en vue de l'action politique est pressant. Les premières tentatives concrètes d'indicateurs alternatifs au PIB apparaissent à cette époque avec, par exemple, la création de l'Indicateur de développement humain (IDH, voir Fiche 11) du PNUD et l'Indice de santé sociale (ISS).

Recherches académiques, expériences de terrain à vocation plus ou moins locale ou globale, rapports comme celui de la dite « Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi » font depuis lors vivre et progresser le débat. Des centaines d'indicateurs complémentaires de types différents existent aujourd'hui.

## Au sein des institutions européennes

La Commission européenne tente de proposer des solutions aux limites du PIB pour mesurer la prospérité des sociétés et a lancé, depuis 2007, son initiative « Au-delà du PIB ». Celle-ci vise au « développement d'indicateurs aussi précis et utiles que le PIB, mais qui tiennent également compte d'autres dimensions de la prospérité, notamment sur les plans environnemental et social »<sup>3</sup>. Même orientation au sein de l'Organi-

sation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) qui a, dans le cadre de son « Initiative du vivre mieux : mesurer le bien-être et le progrès », publié en mars 2013, des lignes directrices pour la mesure du bien-être subjectif<sup>4</sup>.

Il est en outre intéressant de constater que, dans ses travaux sur le « bien-être pour tous » de 2008 et sa

<sup>1</sup> Meadows, D et autres (1972), *The Limits to Growth. A report to the Club of Rome*, New York, Universe Books.

<sup>2</sup> Cette période, couvrant les années 1945 à 1975, a été marquée par une croissance économique sans précédent pour la plupart des pays à l'époque appelés « développés » (voir fiche 5).

<sup>3</sup> Voir les détails sur le site de la Commission européenne : [www.beyond-gdp.eu](http://www.beyond-gdp.eu)

<sup>4</sup> Disponibles, en anglais seulement, sur [www.oecd.org/statistics/guidelines-on-measuring-subjective-well-being.htm](http://www.oecd.org/statistics/guidelines-on-measuring-subjective-well-being.htm)

« Nouvelle stratégie pour la cohésion sociale » approuvée en juillet 2010, le **Conseil de l'Europe** a affiché sa volonté de mettre en avant le côté collectif du bien-être pour permettre le progrès social. On dépasse ici la dimension subjective du bonheur dans le but d'atteindre la cohésion sociale, entendue comme « la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la po-

larisation »<sup>5</sup>. L'épanouissement, y compris individuel, s'ouvre à des perspectives d'action collective, pour notamment diminuer les disparités sociales et économiques qui existent dans nos sociétés, mais aussi les coûts sociaux et environnementaux des modes actuels de production et de consommation. Ce document a inspiré beaucoup de stratégies nationales, notamment autour de la création d'indicateurs complémentaires.

## Où en est-on dans les pays européens ?

Quelques exemples d'initiatives nées en amont ou en aval de cette dynamique européenne :

- La **Belgique** a voté une loi sur les indicateurs complémentaires en janvier 2014<sup>6</sup>. La Wallonie a quant à elle adopté cinq indicateurs synthétiques **voir Fiche 13** phares en mai 2013.

- En **France**, la loi sur les nouveaux indicateurs de richesse a été adoptée et promulguée le 14 avril 2015<sup>7</sup>. Le texte prévoit que le gouvernement remette, chaque année, au Parlement, un rapport présentant l'évolution sur les années passées de nouveaux indicateurs de richesse, tels que des indicateurs d'inégalité, de qualité de vie et de développement durable. Les principales réformes passées, en cours et à venir, seraient aussi examinées au regard de ces critères. De nombreuses régions se sont également dotées d'indicateurs complémentaires.

- L'**Allemagne** a créé une commission parlementaire qui suit le PIB et neuf autres indicateurs couvrant l'économie, l'écologie et la santé sociale<sup>8</sup>.

- Le **Royaume-Uni** a créé un tableau de bord de plus de 30 indicateurs plutôt subjectifs, dans le cadre du programme Measuring National Well-being visible sur le site Internet du gouvernement britannique .

Hors Europe, signalons encore le **Bhoutan** dont le Gross Happiness Index (Bonheur national brut) fait parler de lui depuis plusieurs années. **voir Fiche 12**

<sup>5</sup> Conseil de l'Europe (2010), *Nouvelle Stratégie pour la Cohésion sociale*, p.2.

<sup>6</sup> Voir texte adopté par la chambre des représentants belge : <http://www.lachambre.be/FLWB/pdf/53/3234/53K3234005.pdf>

<sup>7</sup> <http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pp14-269.html>

<sup>8</sup> pour aller plus loin, voir le site du Bundestag et le rapport de la commission d'enquête en 2013 : <http://www.bpb.de/shop/buecher/schriftenreihe/175745/schlussbericht-der-enquete-kommission>

<sup>9</sup> [www.ons.gov.uk/well-being](http://www.ons.gov.uk/well-being)

## Critères pour classer les indicateurs complémentaires (ou en créer)

Un grand nombre d'indicateurs complémentaires ou alternatifs au PIB existe déjà aujourd'hui. Certains sont utilisés depuis les années 60, d'autres ont été conçus puis sont restés dans un tiroir... Très peu servent réellement à orienter les politiques. Ils ont en tous cas été créés pour des raisons et de façons fort diverses et il est dès lors difficile de s'y retrouver entre les différents niveaux, objectifs, etc. Voici quelques grands critères de classement, qui pourront par ailleurs guider la création de nouveaux indicateurs également... Les exemples n'ont été choisis qu'à titre illustratif, bien d'autres existent encore.

### Quel axe pour quel objectif ?

Le premier élément concerne la(es) dimension(s) prise(s) en compte. Veut-on compléter le PIB par des données de type social, environnemental ou créer un indicateur combinant ces axes?

- Volet environnemental : **L'Empreinte écologique et biocapacité (EE)** comptabilise la pression exercée par les hommes envers les ressources naturelles et les « services écologiques » fournis par la nature – **L'Indice planète vivante** est un indicateur d'état de la diversité biologique mondiale
- Volet social : **L'Indicateur de santé sociale** mesure la qualité de vie, prenant en compte la question sociale. Il vise à compléter le PIB sans préoccupation environnementale.

- Mixte : **L'Indice du « Vivre mieux » (OCDE)** permet aux individus de comparer les pays selon leurs propres préférences au moyen de 11 thèmes considérés comme essentiels au bien-être - **Measuring progress – Sustainable Development Indicators (UK)** : Ce set d'indicateurs a été conçu pour accompagner la stratégie gouvernementale de développement durable lancée en 1999.

A ce volet se greffe celui des objectifs à atteindre avec cet indicateur : S'agit-il de fournir des données sur divers aspects du bien-être ? De donner aux responsables politiques les moyens de se faire une représentation plus précise de la société ? D'éclairer l'action publique ? De répondre aux besoins des citoyens qui souhaitent être mieux informés ? De mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre d'une stratégie ?

### Quelle échelle ?

Quelle zone géographique entend couvrir l'indicateur ? Tous les niveaux sont possibles (de l'échelle mondiale à une utilisation locale) et dépendent, bien entendu de l'intention du concepteur et des capacités matérielles de récolte et d'exploitation des données.

Certains indicateurs sont d'échelle mondiale, comme **l'Indice de développement humain des Nations Unies (IDH)**, **l'Indice de bien-être durable (IBED)** ou **l'Indice de planète heureuse**.

D'autres sont calculés à un niveau national, comme le **Bonheur national brut** du Bhoutan.

Enfin, de nombreuses régions décident de se doter, localement, de leurs propres indicateurs. C'est le cas notamment en Belgique avec les **Indicateurs concertés de bien-être et de progrès sociétal aux niveaux local et régional wallon**, aux Etats-Unis avec les **Indicateurs de progrès de la qualité de vie à Jacksonville**, en France, etc. Les décisions politiques locales sont alors basées sur les résultats de ces différents indicateurs.

## Qui contribue à sa réalisation ?

On constate principalement deux cas de figure : d'une part, des indicateurs pensés et conçus par des experts et, d'autre part, dans le cas d'indicateurs locaux surtout, une implication citoyenne importante, soutenue ou complétée par les experts. Dans le premier cas, on trouvera par exemple **l'Épargne véritable (ou Épargne nette ajustée)** conçue par la Banque mondiale ou les **Indicateurs de la stratégie UE 2020** issus de la Commission européenne. Dans le second, les **Indicateurs sociétaux de bien-être territorialisés en Bretagne (ISBET)** sont un bon exemple de collaboration étroite entre société civile, responsables politiques et experts.

*Le rôle du politique n'est pas à sous-estimer car c'est lui qui infine devra s'appropriier (ou pas) l'outil statistique et le traduire en actes concrets. Son implication en amont du projet peut dès lors se révéler cruciale dans l'optique de cette appropriation. Comme le soulignait en 2009 le Conseil économique, social et environnemental français dans un avis concernant le développement durable et les indicateurs complémentaires : « la quantification n'a de sens qu'au service de la qualification »<sup>1</sup>. La complémentarité entre les acteurs est, à ce titre, essentielle.*

## Élargir les frontières du PIB ou choisir un indicateur non monétarisé ?

A côté des questions précédentes reste un élément, en partie technique, qui a toute son importance. A-t-on un indicateur qui prend le PIB comme point de départ et auquel sont ajoutés des variables ou paramètres nouveaux afin d'élargir le champ couvert par l'analyse statistique ? Dans ce cas, on aura une comptabilité nationale « corrigée » ou « élargie » dans le cadre d'un mécanisme qui crée ce qu'on appelle des « indicateurs synthétiques agrégés »<sup>2</sup>. Ils sont basés sur une monétarisation du non-marchand : on donne une valeur chiffrée au travail bénévole, à l'impact de l'extraction minière sur les forêts, etc. Cette méthode est surtout utilisée pour l'inclusion de données de type environnemental, comme pour **l'Indice de bien-être durable (IBED)**, **l'Empreinte écologique**, etc.

Un deuxième mécanisme vise à produire des indicateurs synthétiques dits « composites ». Ils prennent en compte des variables de types différents sans chercher à l'exprimer en unité monétaire. Cette méthode sera

surtout utilisée pour des indicateurs incluant des données de types humain et social : l'Indice de développement humain (IDH), **l'Indice de santé sociale (ISS)**, **l'Indice de bien-être économique (IBEE)**, l'Indice du « **Vivre mieux** », etc.

*Même s'il est évident que les indicateurs ne constituent jamais, à eux seuls, une réponse à la question de la soutenabilité de nos modes de vie, ils permettent toutefois potentiellement de modifier l'ordre des priorités et d'intégrer des préoccupations de différents types dans les bilans – chiffrés ou pas – des sociétés, en attirant l'attention des responsables politiques.*

*La complémentarité et l'articulation entre différents types d'indicateurs (globaux, nationaux et locaux ; environnementaux, sociaux et économiques, etc.) semble la voie la plus équilibrée pour disposer d'une vision fine de la situation et de son évolution.*

### Questions en débat :

En fonction de ces différents critères, quel serait le « meilleur » indicateur, selon vous ?  
Est-il possible de mener une politique uniquement basée sur des indicateurs internationaux/locaux ?

<sup>1</sup> «Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique», Avis et rapports du Conseil économique, social et environnemental, République Française, mai 2009, p.24.

<sup>2</sup> On fait appel à une unité de mesure homogène, habituellement la monnaie.

## À la loupe, deux indicateurs complémentaires internationaux

Les indicateurs complémentaires permettent d'orienter la boussole de l'action politique différemment, en mettant en évidence les lacunes ou les besoins dans certains secteurs. La fiche 10 a montré combien les champs, zones géographiques ou modes de création pouvaient être variés. Observons deux indicateurs complémentaires de plus près, de façon à comprendre concrètement pourquoi, comment et par qui ils ont été conçus. Ils illustrent deux niveaux d'action différents : international (IDH) et national (GHI). La fiche 12 présentera un indice bien de chez nous...

### L'Indice de développement humain (IDH)



Partant du constat que le PIB n'était pas suffisant pour refléter l'évolution des pays du monde, des experts du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ont créé l'IDH en 1990. L'objectif était d'évaluer le développement humain à travers trois dimensions essentielles que sont l'éducation, la santé et le niveau de vie (à savoir le niveau de revenu par habitant). Il s'agissait, à l'époque, de la première tentative de cette ampleur qui permettait de classer les performances des pays autrement que par le seul PIB.

Son intérêt réside sans doute dans le fait qu'il est l'indice alternatif au PIB le plus connu et utilisé de par le monde. Mais le fait qu'il intègre le PIB par habitant comme l'une des trois dimensions n'est sans doute pas étranger à son succès. Aujourd'hui, nous disposons

d'un IDH « revu et corrigé ». Après 20 ans, il a en effet subi une refonte partielle pour intégrer plus correctement les données liées au développement humain et remédier à certaines défaillances de type essentiellement méthodologique.

De dimension internationale, il se prête en toute logique relativement peu aux réalités locales. Certaines régions en France ont toutefois fait l'exercice de l'adapter pour le rendre performant à leur niveau et l'Association des régions françaises (ARF) en préconise d'ailleurs la généralisation à l'ensemble de l'Hexagone.

*Les Nations Unies ont, à l'époque, créé d'autres indicateurs comme l'Indice de pauvreté humaine, l'Indice de participation des femmes à la vie économique et politique, etc. la voie la plus équilibrée pour disposer d'une vision fine de la situation et de son évolution.*

### Le Bonheur national brut (BNB) du Bhoutan (ou Gross National Happiness Index)



En 2012, le petit royaume bouddhiste du Bhoutan, niché au pied de l'Himalaya, a instauré un indice du Bonheur national brut (GNH en anglais), à la suite des recommandations de son roi en 1972. Élément intéressant : c'est du code pénal de 1729, année de l'unification du pays, que date la première référence au fait que « si le gouvernement n'est pas capable de créer le

bonheur (*dekid*) pour son peuple, il n'a pas de raison d'exister »<sup>1</sup>. Le bonheur comme objectif officiel d'une nation, voilà un concept séduisant... On comprend que l'indice visant à mesurer son atteinte fasse parler de lui !

Comme le définit l'association *Educating for GNH*, qui cherche à en généraliser l'usage, « le bonheur national brut mesure la qualité d'un pays de façon plus holistique que le PIB. L'idée sous-jacente est que

<sup>1</sup> Ura, K. et alli (2012), *A short guide to Gross National Happiness Index*, The Centre for Bhutan Studies, Bhutan, p. 6.

le développement positif d'une société humaine peut avoir lieu lorsque développements matériel et spirituel co-existent, l'un complétant et renforçant l'autre »<sup>2</sup>. Pour l'ex-Premier Ministre bhoutanais, Jigmi Y. Thinley, l'un des problèmes centraux du PIB est qu'il tend à promouvoir une croissance infinie dans un monde fini. Il ne permet en outre pas de disposer d'informations pourtant essentielles pour le développement d'une société, comme la répartition de la richesse, l'impact de l'extraction des ressources sur l'environnement, la dimension spirituelle, etc. Comme le bonheur est le but ultime de tout individu, il estime en outre qu'il relève de la responsabilité des représentants politiques de mettre en œuvre tout ce qui est en leur pouvoir pour les y aider.

Les Bhoutanais entendent toutefois clairement distinguer le « bonheur » (*dekid*) dont il est question dans leur BNB de celui (*happiness*) souvent décrit dans la littérature occidentale. Notre conception serait trop centrée sur les seules dimensions subjectives et individuelles du bien-être alors qu'ils souhaitent, quant à eux, souligner l'aspect multidimensionnel du concept et véritablement « internaliser » la responsabilité du bonheur. En d'autres termes, à travers la recherche individuelle du bonheur, chacun devient également responsable d'améliorer la vie des autres.

Concrètement, sur quoi se base le calcul ? Il repose, en fait, sur neuf domaines, considérés d'égale importance dans la poursuite du bonheur : bien-être psychologique, emploi du temps, vitalité de la communauté de vie, diversité culturelle, résilience écologique, niveau de vie, santé, éducation et bonne gouvernance. A côté d'une préoccupation pour la croissance économique,

on va donc également trouver la conservation et la promotion de la culture, la qualité de la vie sociale et celle de l'environnement, ainsi que les aspects plus politiques de bonne gouvernance responsable. Ces neuf dimensions incluent trente-trois indicateurs qui sont eux-mêmes décomposables en différentes variables. Comme l'IDH, il s'agit donc d'un ensemble d'indicateurs ; on parle alors d'indice « composite ».

Élément important, son élaboration s'est basée sur une enquête menée auprès de 7 142 personnes, issues des 20 districts que compte le Bhoutan et représentatives aussi bien des zones rurales qu'urbaines. Les neuf domaines pré-cités et les indicateurs constituant l'indice sont donc issus de cette consultation populaire.

*Aujourd'hui, au niveau du suivi, il est prévu que les résultats soient mis à jour régulièrement, au travers d'enquêtes de terrain. Mais, en ce qui concerne la réelle appropriation citoyenne du processus, elle est rendue difficile par la grande complexité de l'indice. Et le fait qu'il n'est pas certain que le budget devant être alloué tous les deux ans à l'évaluation de la situation soit disponible, renforce le risque d'une déconnection d'avec les préoccupations de la population.*

<sup>2</sup> [www.educatingforgnh.com](http://www.educatingforgnh.com) (traduction personnelle)

## A la loupe, un exemple bien de chez nous



Wallonie



Service public  
de Wallonie

En Belgique aussi, on se lance sur la voie des indicateurs complémentaires. A côté des indicateurs de développement durable créés depuis de nombreuses années, la Wallonie tente l'expérience des indicateurs concertés de bien-être et de progrès sociétal wallons, qui est pionnière et intéressante à divers égards.

### Objectif

« L'objectif du gouvernement (wallon) est de sortir d'une vision simpliste, de compléter le PIB avec d'autres regards tout aussi importants afin de disposer d'une vision à 360° du développement de la Wallonie ». C'est en ces termes qu'a été présentée en mai 2013 la décision du gouvernement wallon de se doter de cinq indicateurs complémentaires au PIB, dont le développe-

ment a été confié à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS). Les premiers résultats de trois de ces cinq indicateurs ont été publiés en mai 2014 et un second exercice relatif à deux d'entre eux a été présenté en juin 2015.

### Éléments principaux à souligner

- Il s'agit d'un indicateur qui a fait l'objet d'une « commande » par le politique, préoccupé à la fois par les dimensions socio-économiques et environnementales. L'enjeu est double :
  - Permettre le pilotage de l'action politique pour établir des priorités et des plans d'actions en vue d'atteindre les objectifs fixés concernant le bien-être collectif durable.
  - Servir d'outil d'évaluation de l'impact des actions<sup>1</sup>.
- La démarche wallonne s'est inscrite dans la poursuite du bien-être de tous les citoyens énoncée par le Conseil de l'Europe, passant par la réduction des disparités et de la marginalisation<sup>2</sup>. **voir Fiche 9**
- L'un des objectifs était clairement de donner la parole à des groupes de citoyens afin de ne pas tomber dans l'écueil d'un débat de type « technocratique », monopolisé par quelques spécialistes. Au total, ce sont 1 200 citoyens, représentant la diversité des 15 communes « volontaires » du projet, qui ont été amenés à proposer et à débattre de critères de bien-être. A noter, le processus lui-même et la « mise en lien » des citoyens de communes différentes se sont révélés **voir Fiche 14** aussi riches que la concrétisation des indicateurs.

#### pour aller plus loin

De nombreux indicateurs de développement durable sont développés en Belgique depuis les années 90. Voir le site [www.indicators.be](http://www.indicators.be)

<sup>1</sup> "La Wallonie veut regarder par-delà le seul PIB", Journal *Le Soir*, 14 mai 2013.

<sup>2</sup> Reginster, I. Ruyters, C. et alii (2012), "Développement d'indicateurs complémentaires au PIB. Partie 2 : Revue harmonisée de tableaux de bord et batteries d'indicateurs", in *Working Paper de l'IWEPS*, n°7, pp. 162-177.

<sup>3</sup> Conseil de l'Europe (2010), *Nouvelle Stratégie pour la Cohésion sociale*, p. 2.

## Les trois premiers indicateurs

- **L'Indice de situation sociale**<sup>4</sup> (ISS) vise à prendre en compte les enjeux multiples du progrès social et leurs évolutions temporelles. Il se prononce à la fois sur l'état de la société et sur celui des déséquilibres socio-économiques. La Wallonie est-elle une société parvenant à lutter contre les inégalités ? Quel est le taux de chômage des jeunes ? L'écart salarial ? Les chiffres de l'ISS témoignent d'une hausse des inégalités depuis l'année passée et globalement, d'une situation sociale qui se dégrade depuis une dizaine d'années. En y regardant d'un peu plus près, on constate que certaines des composantes de l'indice ont fluctué plus que d'autres. A ainsi augmenté le nombre de personnes atteintes d'une maladie chronique et diminué celui de personnes qui déclarent pratiquer régulièrement des activités informatives (journaux, radio, etc.). On constate également une augmentation des inégalités de revenu.

- **L'indice des conditions de bien être**<sup>5</sup> (ICBE) ne cherche pas à mesurer le bien-être proprement dit mais, comme son nom l'indique, les conditions plus ou moins propres à faire émerger un état de bien-être individuel et collectif. Attention donc à la tentation d'établir un classement des communes et de déterminer celles où « il fait bon vivre » en fonction de leur ICBE élevé<sup>6</sup> ! On constate que les dimensions qui sont le plus en relation avec l'ICBE sont l'emploi, les revenus, les relations familiales et la sécurité, ce qui confirme l'idée que « le bien-être est loin de n'être qu'une question de moyens de vie, fondamentaux certes, mais que les composantes plus immatérielles du bien-être doivent être prises en considération »<sup>7</sup>. Par rapport à l'année 2014, une amélioration très légère de l'ICBE au niveau régional est confirmée pour 2015 et ce, surtout pour les zones rurales.

- le calcul de **l'Empreinte écologique** (EE) et de la **biocapacité** (BC)<sup>8</sup> nous fournit des informations sur la pression que nous exerçons, par notre mode de consommation, sur la nature. Il faut parvenir à trouver un équilibre entre biocapacité et empreinte écologique car si l'empreinte est supérieure à la biocapacité, on est dans une situation de déficit écologique : c'est le cas en Wallonie, comme de toute la Belgique d'ailleurs.

voir Fiche 13

*L'empreinte écologique permet d'estimer la surface de la planète nécessaire pour répondre à nos besoins à un moment déterminé. La biocapacité, c'est la totalité des surfaces disponibles sur un territoire (zones de notre planète qui produisent des ressources naturelles).*

Ces nouveaux indicateurs vivent leurs premières années. La carte de la Wallonie qu'ils présentent est intéressante mais ils sont encore à améliorer pour devenir un reflet fidèle de la réalité. Ces données constitueront donc des boussoles importantes pour des responsables politiques soucieux de réellement améliorer la vie des citoyens wallons.

*Indicateurs complémentaires au niveau fédéral*

*La Chambre, après le Sénat, a voté le 23 janvier 2014 une loi en vue de développer une série d'indicateurs complémentaires au PIB pour mesurer la qualité de vie, le développement humain, le progrès social et la soutenabilité de notre économie. Cette loi charge le Bureau du Plan d'élaborer ces indicateurs. A suivre donc...*

<sup>4</sup> Pour plus de détails: [www.iweps.be/indicateurs-complementaires-au-pib-lindice-de-situation-sociale-2015](http://www.iweps.be/indicateurs-complementaires-au-pib-lindice-de-situation-sociale-2015)

<sup>5</sup> [www.iweps.be/indicateurs-complementaires-au-pib-lindice-des-conditions-de-bien-etre-2015](http://www.iweps.be/indicateurs-complementaires-au-pib-lindice-des-conditions-de-bien-etre-2015)

<sup>6</sup> Au final, le «top 10» des communes de l'ICBE est: Ottignies-Louvain-la-Neuve, Amblève, Saint-Vith, Assesse, Büllingen, Grez-Doiceau, Donceel, Vaux-sur-Sûre, Attert et Tintigny

<sup>7</sup> Rapport IWEPS "Indicateurs complémentaires au PIB - L'Indice des conditions de bien-être - 2015", p.29.

<sup>8</sup> <http://www.iweps.be/indicateurs-complementaires-au-pib-lempreinte-ecologique-et-la-biocapacite-de-la-wallonie>

## La Belgique, « performante » ?

Pour saisir à quel point il peut être utile d'élargir le spectre des indicateurs pris en compte au niveau politique, voyons les résultats obtenus par un même pays – en l'occurrence la Belgique – à travers le filtre de différents indicateurs : le produit intérieur brut, l'empreinte écologique et le développement humain (décrit dans la fiche 7). On pourra aussi comparer la Belgique à d'autres pays.

### Produit intérieur brut (par habitant et croissance globale)



Le premier tableau<sup>1</sup> présente la croissance du PIB par habitant et permet de comparer les résultats de la Belgique avec ceux des « marchés émergents et économies en développement », des « économies avancées » et du monde en général. On y voit très clairement la progression de la Belgique et des économies avancées.

Dans le deuxième tableau apparaît l'impact de la crise économique de 2008, qui a affecté tous les pays du globe. On voit aussi qu'à partir de 2001 et le crash boursier, l'écart entre les pays émergents et les économies « avancées » se creuse. La Belgique, avec l'ensemble de l'Europe et bientôt des « économies avancées », est à la traîne, sous la moyenne mondiale.

Les prévisions actuelles pour 2020 envisagent une croissance de moins de 3% pour les « économies avancées », malgré des niveaux de PIB par habitants importants.

*Les pays « émergents » sont des pays dont le PIB par habitant est inférieur à celui des pays « développés », mais qui connaissent une croissance économique rapide, et dont le niveau de vie tend vers celui des pays « développés ». Ces derniers sont ceux à hauts revenus, ayant un fort produit intérieur brut et un indice de développement humain élevé. Les pays « en développement » sont, par définition, ceux qui ne rentrent pas dans la catégorie de « développés » ; cette expression remplace celles, plus anciennes, de « pays du tiers monde » et « sous-développés ». Quand on parle de « pays du Sud », on désigne donc généralement, non pas les pays en dessous de l'équateur, mais à la fois les pays « émergents » et les pays « en développement », soit tous les pays du globe à l'exception de l'Amérique du Nord, de l'Europe, du Japon et de l'Australie.*

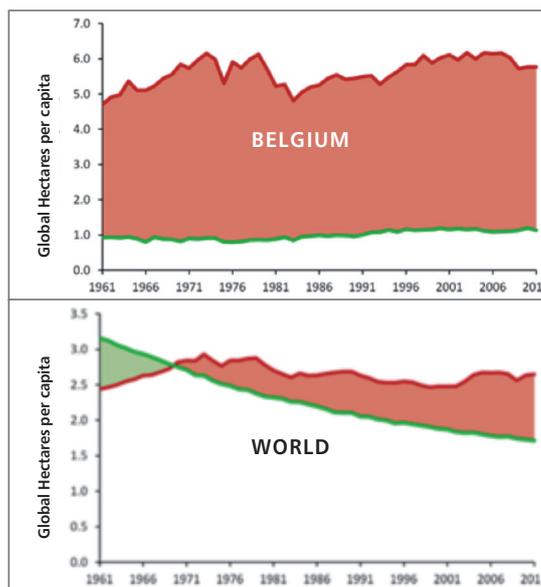
<sup>1</sup> [www.imf.org/external/datamapper/](http://www.imf.org/external/datamapper/)

## Empreinte écologique

L’empreinte écologique<sup>2</sup> **voir Fiche 12** s’exprime en « hectares globaux » par habitant et représente la surface nécessaire pour soutenir durablement ses activités. Actuellement, les besoins de la communauté mondiale sont nettement supérieurs à la capacité de la Terre : il nous faudrait une planète et demie pour pouvoir poursuivre de la même manière.

Comme on peut le voir, la Belgique dépasse sa capacité biologique depuis plus de 50 ans, tandis que la tendance mondiale était encore dans le vert dans les années 1960. Le mode de vie des dites « économies avancées », vers lequel tendent les pays émergents, semble clairement être en cause de l’aggravation de la situation.

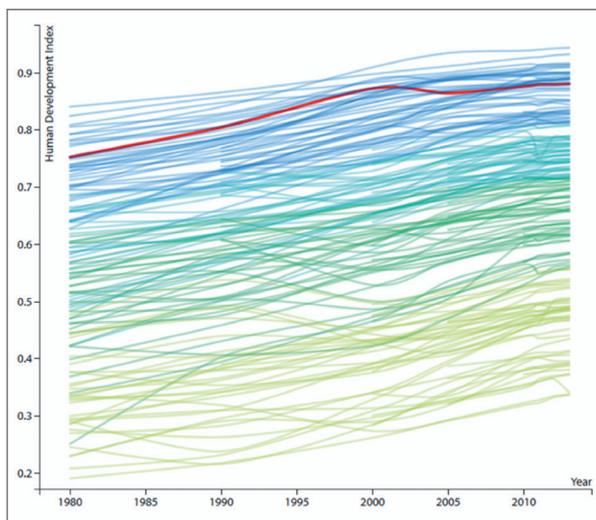
Data Quality 6  
 Ecological Footprint    Biocapacity



### Questions en débat :

vous trouverez en annexe un graphique<sup>3</sup> qui croise développement humain et empreinte écologique. Que peut-on constater ? Quels pays atteignent l’équilibre et quels pays (et régions) sacrifient le développement à la durabilité ou l’inverse ?

## Indice de développement humain **voir Fiche 11**



Prenant en compte toute une série de facteurs (notamment l’éducation, la santé et, incontournable, le revenu), les valeurs de l’IDH<sup>4</sup> se situent entre 0 et 1. En 2013, la Belgique avait déjà un très bon indice de 0.881. Depuis les années 1980, elle a toujours fait partie des pays à développement humain très élevé, marqués en bleu foncé sur les tableaux ci-dessous, ce qui n’est pas sans lien avec l’inclusion du revenu national brut dans l’indice. Comme tous les pays observés (en dehors de périodes de guerre ou de catastrophes), son indice augmente régulièrement.

*Varier les indices, c’est acquérir une vision de la situation plus riche, plus nuancée, plus globale. C’est aussi une occasion de se rappeler que, derrière les nombres, il y a des réalités à lire, qui traduisent plus ou moins bien notre qualité de vie.*

### Questions en débat :

Tout va-t-il bien en Belgique ? Si les résultats sont bons en termes de PIB et de développement humain, ils sont alarmants en termes d’empreinte écologique. Les écarts entre la moyenne mondiale et la Belgique (ainsi que les pays dits développés en général, puisque la Belgique obtient des résultats similaires dans tous les indicateurs observés) donnent aussi à réfléchir : notre bonheur et notre prospérité se font-ils au détriment de ceux des autres ?

<sup>2</sup> [www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/trends](http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/trends)

<sup>3</sup> [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Human\\_welfare\\_and\\_ecological\\_footprint.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Human_welfare_and_ecological_footprint.jpg)

<sup>4</sup> <http://hdr.undp.org/en/countries>

## Un enjeu pour les citoyens

Si l'on envisage de prendre en compte politiquement d'autres dimensions que les résultats de la croissance, comment le faire et avec qui ?

On constate que ces réflexions restent très souvent entre les mains d'experts (voir encadré ci-contre). S'il n'est pas évident, techniquement, de concevoir de nouveaux indicateurs et que les experts sont donc indispensables, l'enjeu central de la mesure de la prospérité est pourtant politique : il s'agit d'inventer les moyens d'assurer le bien-être des générations actuelles et futures ! En d'autres termes, orienter la boussole différemment pour mieux voir où agir afin d'aller dans la direction d'un choix de société équilibré et porteur de bien-être pour les citoyens. Qui donc, mieux que les citoyens, peut délibérer sur les projets collectifs à mener ?

Pour autant, s'il ne semble pas correct de considérer le PIB comme base unique à la décision politique, la volonté exprimée par chaque citoyen en son nom propre ne paraît pas non plus pouvoir s'imposer à cet égard (voir fiche 4 sur les biais psychologiques) ! Au lieu de demander aux individus de répondre, pour eux-mêmes seulement, à un questionnaire, ils peuvent être mis en position de définir une situation suffisamment « bonne » pour tous. Par la discussion, la négociation et les éclaircissements entre des individus appartenant à des groupes différents de la société, on peut progressivement voir émerger des propositions alliant à la fois le bien-être individuel et le collectif.

*La Commission Stiglitz (de son nom officiel « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social ») a été créée par le Président de la République française en 2008 pour identifier les limites du PIB et soumettre de nouvelles propositions. Ses travaux ont eu le mérite d'impulser une véritable prise de conscience collective de la nécessité de développer de nouveaux indicateurs et ce, à cause des limites du PIB. Mais l'un des reproches essentiels adressés à cette commission – par ailleurs extrêmement compétente – fut pourtant de laisser croire que les économistes étaient capables, à eux seuls, de définir comment mesurer le bien-être. A côté en effet d'un trio d'économistes de choc à sa tête (Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi), le reste de la commission était en effet uniquement composée de « membres experts reconnus », pour la plupart économistes.*

Cette co-construction est précisément ce que de nombreuses initiatives d'indicateurs complémentaires ont tenté, surtout à un niveau local.

voir Fiche 11

voir Fiche 12

voir aussi les expériences de Jacksonville aux Etats-Unis<sup>1</sup>, de l'ISBET en Bretagne<sup>2</sup>, etc.)

### L'intérêt est multiple :

- Des questions ou sujets importants pour la vie de chacun peuvent émerger, qui ne seraient pas forcément pris en compte par des groupes d'experts, scientifiques ou politiques. Au niveau des informations reçues, donc, cette démarche citoyenne a tout son sens.
- Une implication de la base autour de la construction d'indicateurs complémentaires permet de mobiliser les citoyens, en leur donnant un rôle au niveau de la collectivité et en les incitant à questionner des idées souvent données pour acquises (par exemple, le fait que la prospérité de notre société soit liée à sa crois-

sance économique). Y est valorisée la capacité des personnes à agir et réfléchir par rapport à leur environnement de vie, et non pas uniquement leur capacité à réagir à des propositions, choix idéologiques et autres. Il est intéressant de constater que dans certaines régions françaises où une démarche participative de réflexion a été menée, la dynamique collective d'appropriation des enjeux s'est parfois révélée plus intéressante que les indicateurs qui en résultaient<sup>3</sup>. Ces exemples constituent donc en fait une mise en pratique réussie de la démocratie participative !

<sup>1</sup> Voir le site du projet de la ville sur [www.jcci.org](http://www.jcci.org)

<sup>2</sup> [www.lafabriquedusocial.fr/initiatives/38-isbet.html](http://www.lafabriquedusocial.fr/initiatives/38-isbet.html)

- La participation citoyenne se révèle importante aussi pour lutter contre le danger du sentiment d'impuissance du citoyen, qui découle de celui d'être « sans prise » sur la chose politique et donc, sur le monde autour de lui. Il en faudra assurément bien plus pour réduire ce sentiment mais l'analyse conjointe de nos situations de vie complexes et l'émergence d'initiatives citoyennes structurées pourraient nous permettre de retrouver, collectivement et individuellement, nos capacités créatrices et de faire partiellement levier contre ce sentiment d'impuissance.

En conclusion, croiser des logiques ascendantes, basées sur la participation active des citoyens, et des logiques descendantes, des politiques vers les citoyens, serait une piste intéressante pour trouver des solutions aux problèmes rencontrés par la société. Cela permettrait également de développer la conviction que le bien-être individuel est indissociable du bien-être de tous.

### **pour aller plus loin**

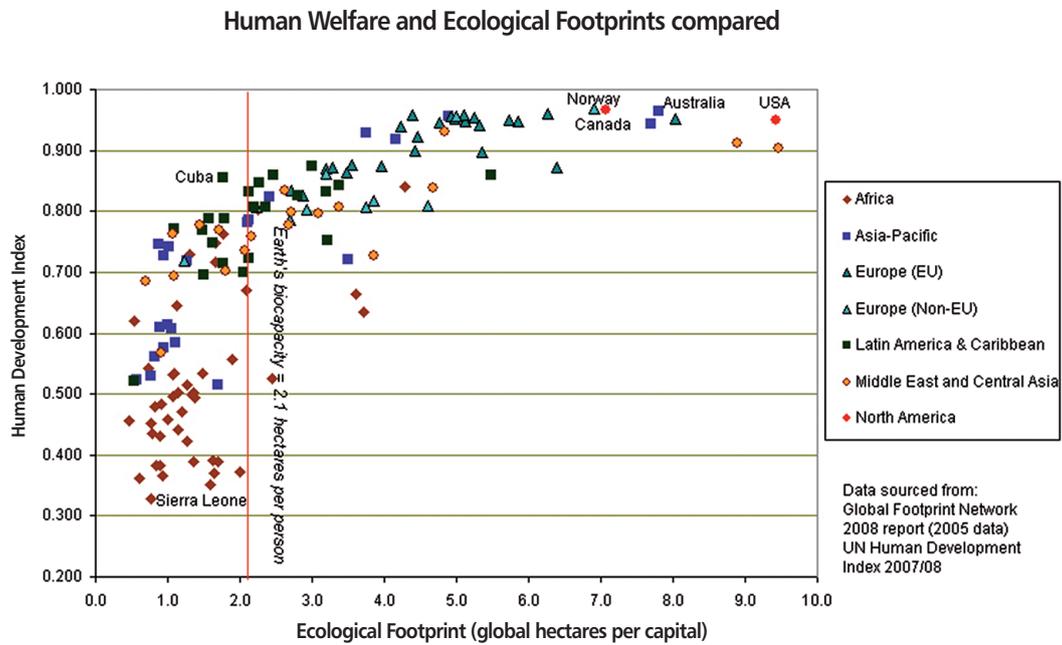
*Le « Forum Pour d'Autres Indicateurs de Richesse » (FAIR) est un groupe regroupant académiques et acteurs de la société civile ambitionnant d'offrir une vision renouvelée de la richesse ou du développement humain durable.*

*De nombreux articles sont proposés sur le site :*

*[www.idies.org/index.php?q=FAIR](http://www.idies.org/index.php?q=FAIR)*

## Annexe

1. Graphique croisant développement humain et empreinte écologique  
En complément de la fiche 13



2. Je sais que j'ai tout pour être heureux...



"I've got the bowl, the bone, the big yard. I know I should be happy."

© Mike Twohy

Twohy  
COLLECTION

